

DECLARATION LIMINAIRE CDEN 15 mars 2023

DDEN, FCPE, CFDT, UNSA

Monsieur le préfet,
Madame la directrice académique,
Mesdames, messieurs les membres du CDEN,

Nous sommes réunis ce jour afin d'échanger sur le projet de carte scolaire pour la rentrée prochaine. Nous avons décidé de débiter cette instance par une déclaration commune, puisque nous FCPE, DDEN et organisations syndicales (Sgen-CFDT et UNSA éducation) souhaitons montrer notre désaccord avec ce projet, qui pour nous va dégrader les conditions d'enseignement dans le département et les conditions de travail des personnels de l'éducation nationale. Par conséquent, la prise en charge que les élèves étaient en droit d'attendre dans cette période complexe, ne sera pas satisfaisante.

Bien que le budget de l'Éducation Nationale 2023 soit en hausse, il prévoit de forts retraits d'emplois. Nous dénonçons les 72 suppressions de postes dans l'académie et les 16 postes que la Nièvre va devoir rendre. Certes, une diminution des élèves est prévue mais cela devrait être l'occasion de rattraper notre retard sur les taux d'encadrement. Notre système éducatif vit de multiples crises : crise de sa capacité à faire mieux réussir chaque élève, crise de fonctionnement, crise de recrutement et crise de justice sociale notamment. Autant de crises pour l'École qui font écho aux crises subies par le pays telles que la crise démocratique, la crise énergétique et encore la crise sanitaire du Covid qui n'est toujours pas achevée et enfin ou avant tout l'urgence climatique.

Nous devons protéger notre service public d'Éducation pour redonner confiance en l'avenir à notre pays et offrir des perspectives positives aux professionnels qui font l'École.

Nous regrettons que le ministère ait loupé le coche car la diminution globale du nombre d'élèves aurait dû être l'occasion de rattraper notre retard pour l'ensemble des personnels afin d'offrir un service public de réelle qualité qui respecte la qualité de vie au travail des agents qui le font fonctionner.

Cette année, la Nièvre, comme les autres départements de l'académie, va vivre une carte scolaire premier degré catastrophique. Rendez-vous compte, nous parlons bien de 72 postes en moins dans notre académie dont 16 pour notre département.

De nouveau, notre département paie le prix fort de cette répartition en devant rendre un quart des postes alors que les 936 postes d'enseignants du premier degré nivernais ne représentent que 12% des professeurs des écoles de notre académie.

Notre département est lourdement sanctionné puisque cette carte scolaire va engendrer plus de 20 fermetures de classe. Nous doutons donc réellement de la priorité donnée à l'enseignement du primaire et au soutien de la ruralité. Il n'est pas possible d'entendre que

l'on soutient la ruralité en n'utilisant qu'un indicateur le fameux P/E. Le nombre très important d'écoles de 1 à 3 classes, l'augmentation de classe multi-niveaux de notre département ne sont aucunement pris en compte.

Revenons quelques instants sur les RASED et plus largement sur l'école inclusive. Depuis plusieurs années, nous dénonçons le choix de fragiliser les RASED en supprimant des postes alors qu'ils sont indispensables au fonctionnement des établissements et à l'accompagnement des élèves rencontrant de grandes difficultés scolaires. Il est temps de changer d'orientation pour répondre à la réalité des besoins des élèves, de leurs enseignants et arrêter de diminuer le nombre de RASED incomplets dans le département. L'école inclusive, enjeu majeur de l'École, n'est abordée par l'exécutif que comme un slogan sans garantir les conditions d'un accès effectif et réel au droit à l'éducation tel qu'il est défini par la convention internationale des droits de l'enfant. Cette approche met en souffrance des personnels, des enfants et leur famille en n'offrant pas les réponses adaptées aux besoins des élèves de plus en plus importants.

Nous savons qu'il est urgent de repenser et redynamiser le territoire... pour autant, avec cette carte scolaire et le nombre de fermetures prévues, quel message fait-on passer à nos concitoyens ? Cela est paradoxal avec le discours de façade et néfaste pour le département. Nous vous rappelons que nous avons vu de nombreux parents d'élèves et d'élus locaux se mobiliser pour défendre leur territoire car eux connaissent l'atout de celui-ci. C'est pourquoi ils poursuivent leur mobilisation et nous continuons de soutenir leur demande. Nous exigeons aujourd'hui, lors de ce CDEN, une réelle concertation pour la défense du service public d'éducation en Nièvre.

Les représentants
Des DDEN
De la FCPE
Du SGEN CFDT
Et de l'UNSA éducation